

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2019/15275]

17 OCTOBRE 2019. — Arrêté royal fixant les redevances et frais administratifs à percevoir visées à l'article 52 de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière; en particulier les articles 264, 1^o, 266, alinéas 1^{er} et 2, et 267, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 2012 fixant les redevances à percevoir visées à l'article 20 de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 mai 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 août 2019;

Vu l'avis 66.144/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par:

1^o La loi: la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière;

2^o Entreprise de gardiennage: l'entreprise visée à l'article 4 de la loi;

3^o Service interne de gardiennage: le service visé à l'article 5 de la loi;

4^o Entreprise de systèmes d'alarmes: l'entreprise visée à l'article 6 de la loi;

5^o Entreprise de systèmes caméras: l'entreprise visée à l'article 7 de la loi;

6^o Entreprise de consultance en sécurité: l'entreprise visée à l'article 8 de la loi;

7^o Service de sécurité: le service visé à l'article 11 de la loi;

8^o Entreprise de sécurité maritime: l'entreprise visée à l'article 12 de la loi;

9^o Organisme de formation: l'organisme visé à l'article 10 de la loi;

10^o Elève: la personne qui, au cours de l'année civile écoulée, était inscrite pour suivre une formation réglementée en exécution de la loi, à l'exception des formations pour l'obtention d'une attestation de recyclage et d'une attestation exercices de tir;

11^o Activité autorisée: les activités listées séparément visées à l'article 3 de la loi ;

12^o Carte d'identification: la carte visée à l'article 76 de la loi;

13^o Carte d'identification en cours: la carte d'identification qui avait été délivrée au service avant le 31 décembre de l'année civile écoulée et dont soit la date d'expiration n'est pas atteinte au 31 décembre de l'année civile écoulée, soit, à la date du 31 décembre de l'année civile écoulée, le renvoi à l'administration n'a pas eu lieu en application de l'art. 15 de l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif aux modalités en matière d'octroi, de durée de validité, de refus et de destruction de la carte d'identification et à la procédure en matière d'enquêtes sur les conditions de sécurité;

14^o Système de neutralisation: le système visé à l'art. 5, § 2, de l'arrêté royal du 7 avril 2003 réglant certaines méthodes de surveillance et de protection du transport de valeurs et relatif aux spécificités techniques des véhicules de transport de valeurs;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2019/15275]

17 OKTOBER 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de retributies en administratieve kosten bedoeld in artikel 52 van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, inzonderheid op de artikelen 264, 1^o, 266, eerste en tweede lid, en 267, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 2012 tot vaststelling van de retributies, bedoeld in artikel 20 van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 mei 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 augustus 2019;

Gelet op het advies 66.144/2 van de Raad van State, gegeven op 27 mei 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het kader van de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o De wet: de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;

2^o Bewakingsonderneming: de onderneming, bedoeld in artikel 4 van de wet;

3^o Interne bewakingsdienst: de dienst, bedoeld in artikel 5 van de wet;

4^o Onderneming voor alarmsystemen: de onderneming, bedoeld in artikel 6 van de wet;

5^o Onderneming voor camerasystemen: de onderneming, bedoeld in artikel 7 van de wet;

6^o Onderneming voor veiligheidsadvies: de onderneming, bedoeld in artikel 8 van de wet;

7^o Veiligheidsdienst : de dienst bedoeld in artikel 11 van de wet;

8^o Maritieme veiligheidsonderneming : de onderneming, bedoeld in artikel 12 van de wet;

9^o Opleidingsinstelling: de instelling bedoeld in artikel 10 van de wet;

10^o Cursist: de persoon die gedurende het afgelopen kalenderjaar ingeschreven was voor het volgen van een in uitvoering van de wet gereguleerde opleiding, met uitzondering van de opleidingen voor het bekomen van een bijscholingsattest en een attest schietoefeningen;

11^o Vergunde activiteit: de afzonderlijk opgesomde activiteiten bedoeld in art. 3 van de wet;

12^o Identificatiekaart: de kaart, bedoeld in art. 76 van de wet;

13^o Lopende identificatiekaart: de identificatiekaart die voor 31 december van het afgelopen kalenderjaar was uitgereikt aan de dienst en waarvan, hetzij, de vervaldatum op 31 december van het afgelopen kalenderjaar niet is bereikt, hetzij op 31 december van het afgelopen kalenderjaar niet werd teruggestuurd aan de administratie bij toepassing van art. 15 van het koninklijk besluit van 26 september 2005 betreffende de modaliteiten voor de toekenning, de geldigheidsduur, de weigering en de vernietiging van de identificatiekaart en de procedure inzake veiligheidsonderzoeken;

14^o Neutralisatiesysteem: het systeem, bedoeld in art. 5, § 2 van het koninklijk besluit van 7 april 2003 houdende regeling van bepaalde methodes bij het toezicht op en de bescherming van waarden en betreffende de technische kenmerken van de voertuigen voor waardevervoer;

15° Produit de conditionnement: le produit visé dans l'arrêté ministériel du 3 juin 2010 déterminant les modalités relatives au conditionnement des billets dans des conteneurs dotés d'un système de neutralisation.

Art. 2. Le montant de la redevance annuelle à percevoir à charge d'une entreprise de gardiennage est fixé à 500 euros par activité autorisée, majoré d'un prélèvement de 2,4% sur la tranche du chiffre d'affaires, du dernier exercice clôturé, supérieure à 50.000 euros.

Art. 3. Le montant de la redevance annuelle à percevoir à charge d'un service interne de gardiennage est fixé à 500 euros par activité autorisée, majoré d'un prélèvement de 50 euro par carte d'identification en cours.

Si la raison sociale de l'organisation ou de l'entreprise dont fait partie le service interne de gardiennage est de nature culturelle ou se situe dans le secteur de l'aide sociale, des soins ou de la santé, la redevance à percevoir s'élève à 500 euros par activité autorisée, quel que soit le nombre de cartes d'identification en cours.

Art. 4. Le montant de la redevance annuelle à percevoir à charge d'une entreprise de systèmes d'alarmes est fixé à 500 euros, majoré d'un prélèvement de 135 euros par carte d'identification en cours.

Si une entreprise de systèmes d'alarmes est également soumise à la redevance visée à l'article 2, le montant de la redevance annuelle pour ses activités de systèmes d'alarmes sera fixé à 500 euros.

Si une entreprise de systèmes d'alarmes est également soumise à l'obligation de redevance visée à l'article 5, le montant de la redevance annuelle pour ses activités d'entreprise de systèmes d'alarmes est fixé à 500 euros si le nombre de cartes d'identification en cours pour l'entreprise de systèmes d'alarmes est inférieur au nombre de cartes d'identification en cours pour l'entreprise de systèmes caméras.

Art. 5. Le montant de la redevance annuelle à percevoir à charge d'une entreprise de systèmes caméras est fixé à 500 euros, majoré d'un prélèvement de 135 euros par carte d'identification en cours.

Si une entreprise de systèmes caméras est également soumise à la redevance visée à l'article 2, le montant de la redevance annuelle pour ses activités de systèmes caméras sera fixé à 500 euros.

Si une entreprise de systèmes caméras est également soumise à l'obligation de redevance visée à l'article 4, le montant de la redevance annuelle pour ses activités d'entreprise de systèmes caméras est fixé à 500 euros si le nombre de cartes d'identification en cours pour l'entreprise de systèmes caméras est égal ou inférieur au nombre de cartes d'identification en cours pour l'entreprise de systèmes d'alarmes.

Art. 6. Le montant de la redevance annuelle à percevoir à charge d'une entreprise de consultance en sécurité est fixé à 700 euros.

Art. 7. Le montant de la redevance annuelle à percevoir à charge d'un organisme de formation est fixé à 30 euros par élève si aucun droit d'inscription n'est demandé par l'organisme de formation pour l'élève et à 80 euros par élève si un droit d'inscription est bien demandé pour l'élève.

Art. 8. Le montant de la redevance annuelle à percevoir à charge d'un service de sécurité est fixé à 500 euros par activité autorisée, majoré d'un prélèvement de 50 euro par carte d'identification en cours.

Art. 9. Le montant de la redevance annuelle à percevoir à charge d'une entreprise de sécurité maritime est fixé à 2 500 euros par activité autorisée, majoré d'un prélèvement de 500 euro par mission de gardiennage commencée au cours de l'année civile écoulée.

Art. 10. Pour couvrir les frais administratifs:

1° les entreprises de gardiennage, les services internes de gardiennage, les services de sécurité, les entreprises de systèmes d'alarmes, les entreprises de systèmes caméras, les entreprises de consultance en sécurité, les organismes de formation et les entreprises de sécurité maritime doivent payer 1 000 euros à l'occasion de la première demande de chaque autorisation séparée ;

2° les entreprises qui demandent simultanément une première demande d'autorisation d'entreprise de systèmes d'alarmes et d'entreprise de systèmes caméras doivent seulement payer une fois 1 000 euros;

15° Verpakkingsproduct: het product bedoeld in het ministerieel besluit van 3 juni 2010 tot bepaling van de modaliteiten voor de conditionering van de biljetten in containers die zijn uitgerust met een neutralisatiesysteem.

Art. 2. Het bedrag van de jaarlijkse retributie aangerekend aan een bewakingsonderneming wordt vastgesteld op 500 euro per vergunde activiteit, vermeerderd met een heffing van 2,4% op de omzetschijf van het laatst afgesloten boekjaar hoger dan 50.000 euro.

Art. 3. Het bedrag van de jaarlijkse retributie aangerekend aan een interne bewakingsdienst, wordt vastgesteld op 500 euro per vergunde activiteit, vermeerderd met een heffing van 50 euro per lopende identificatiekaart.

Indien het maatschappelijk doel van de organisatie of de onderneming waarvan de interne bewakingsdienst deel uitmaakt cultureel van aard is of zich bevindt in de welzijns-, zorg- of gezondheidssector, bedraagt de retributie 500 euro per vergunde activiteit, ongeacht het aantal lopende identificatiekaarten.

Art. 4. Het bedrag van de jaarlijkse retributie aangerekend aan een onderneming voor alarmsystemen wordt vastgesteld op 500 euro, vermeerderd met een heffing van 135 euro per lopende identificatiekaart.

Indien een onderneming voor alarmsystemen tevens onderworpen is aan de retributie, bedoeld in artikel 2, wordt het bedrag van de jaarlijkse retributie voor haar activiteiten voor alarmsystemen vastgesteld op 500 euro.

Indien een onderneming voor alarmsystemen tevens onderworpen is aan de retributie, bedoeld in artikel 5, wordt het bedrag van de jaarlijkse retributie voor haar activiteiten als onderneming voor alarmsystemen vastgesteld op 500 euro indien het aantal lopende identificatiekaarten voor de onderneming voor alarmsystemen lager ligt dan het aantal lopende identificatiekaarten voor de onderneming voor camera-systemen.

Art. 5. Het bedrag van de jaarlijkse retributie aangerekend aan een onderneming voor camerasystemen wordt vastgesteld op 500 euro, vermeerderd met een heffing van 135 euro per lopende identificatiekaart.

Indien een onderneming voor camerasystemen tevens onderworpen is aan de retributie, bedoeld in artikel 2, wordt het bedrag van de jaarlijkse retributie voor haar activiteiten voor camerasystemen vastgesteld op 500 euro.

Indien een onderneming voor camerasystemen tevens onderworpen is aan de retributie, bedoeld in artikel 4, wordt het bedrag van de jaarlijkse retributie voor haar activiteiten als onderneming voor camerasystemen vastgesteld op 500 euro indien het aantal lopende identificatiekaarten voor de onderneming voor camerasystemen gelijk is aan of lager ligt dan het aantal lopende identificatiekaarten voor de onderneming voor alarmsystemen.

Art. 6. Het bedrag van de jaarlijkse retributie aangerekend aan een onderneming voor veiligheidsadvies wordt vastgesteld op 700 euro.

Art. 7. Het bedrag van de jaarlijkse retributie aangerekend aan een opleidingsinstelling wordt vastgesteld op 30 euro per cursist indien door de opleidingsinstelling voor de cursist geen inschrijvingsgeld is gevraagd en op 80 euro per cursist indien voor de cursist wel inschrijvingsgeld is gevraagd.

Art. 8. Het bedrag van de jaarlijkse retributie aangerekend aan een veiligheidsdienst, wordt vastgesteld op 500 euro per vergunde activiteit, vermeerderd met een heffing van 50 euro per lopende identificatiekaart.

Art. 9. Het bedrag van de jaarlijkse retributie aangerekend aan een maritieme veiligheidsonderneming, wordt vastgesteld op 2 500 euro, aangevuld met 500 euro per aangevatte bewakingsopdracht tijdens het afgelopen kalenderjaar.

Art. 10. Ter dekking van de administratieve onkosten:

1° moeten bewakingsondernemingen, interne bewakingsdiensten, veiligheidsdiensten, ondernemingen voor alarmsystemen, ondernemingen voor camerasystemen, ondernemingen voor veiligheidsadvies, opleidingsinstellingen en maritieme veiligheidsondernemingen ter gelegenheid van de eerste aanvraag van elke afzonderlijke vergunning 1 000 euro betalen;

2° moeten ondernemingen die gelijktijdig een eerste aanvraag voor een vergunning als onderneming voor alarmsystemen en als onderneming voor camerasystemen aanvragen slechts éénmaal 1 000 euro betalen;

3° les entreprises de systèmes d'alarmes sont, à l'occasion d'une première demande d'autorisation d'entreprise de systèmes caméras, dispensées de l'obligation de payer les frais administratifs;

4° les entreprises de systèmes caméras sont, à l'occasion d'une première demande d'autorisation d'entreprise de systèmes d'alarmes, dispensées de l'obligation de payer les frais administratifs;

5° les organismes de formation doivent, à l'occasion de la première demande d'agrément de chaque cours de formation organisé séparément ainsi que de chacun des chargés de cours, payer respectivement 500 euros et 250 euros ;

6° le demandeur d'une carte d'identification doit payer 20 euros par demande ;

7° le demandeur doit, à l'occasion de la première demande d'agrément d'un système de neutralisation ainsi que d'un produit de conditionnement, payer 1 000 euros ;

8° le demandeur d'une liste de gardiennage et d'un registre de gardiennage, tels que visés à l'article 27 de l'arrêté royal du 15 mars 2010 réglant certaines méthodes de gardiennage, doit payer 0,25 euro par liste de gardiennage et 14,50 euros par registre de gardiennage ;

9° le demandeur d'un marquage de véhicule, tel que visé à l'article 10 de l'arrêté royal du 15 mars 2010 réglant certaines méthodes de gardiennage, doit payer 5 euros par autocollant ;

10° le demandeur d'un emblème, tel que visé à l'article 95 de la loi, doit payer 0,15 euro par emblème.

Art. 11. La redevance, visée aux articles 2 à 9 inclus, est due pour chaque année civile entière ou pour chaque partie d'une telle année au cours de laquelle l'entreprise, le service ou l'organisme de formation dispose d'une autorisation pour exercer l'activité concernée.

Le repreneur d'une autre entreprise autorisée ou d'un organisme de formation, est assujéti à la redevance pour ce qui concerne celles encore dues par l'entreprise ou le service qui a fait l'objet de la reprise.

Art. 12. Le chiffre visé à l'article 2 est le chiffre d'affaires qui découle des activités autorisées exercées durant l'année qui précède l'année de la redevance, et tel qu'il a été transmis à l'administration de la manière et dans le délai impartis par celle-ci.

Si l'entreprise ne transmet pas à temps son rapport d'activités ou si celle-ci omet de mentionner son chiffre d'affaires dans le rapport d'activités qui a été transmis ou s'il s'avère que les données dans les comptes annuels qui ont été déposés dépassent le chiffre d'affaires figurant dans le rapport d'activités, l'administration peut décider de calculer la redevance sur la base de la valeur ajoutée brute mentionnée dans les comptes annuels déposés le plus récemment.

Art. 13. Si l'administration constate que l'entreprise a transmis des données incomplètes ou incorrectes ou si, dans le cas des articles 3, 4, 5 et 7, certaines personnes doivent détenir une carte d'identification pour l'entreprise sans qu'elles n'en disposent, l'administration peut recalculer la redevance sur la base des données dont elle a connaissance. Dans ces cas, le nouveau montant de la redevance est calculé et majoré de frais administratifs à concurrence de 2 000 euros.

Art. 14. La redevance doit être payée au plus tard 2 mois après que le redevable de celle-ci a été informé du montant à verser.

Le paiement des redevances et les frais administratifs s'effectue par virement sur le compte bancaire n° IBAN BE37 6792 0057 9428 (BIC PCHQBEBB), en mentionnant la communication figurant dans la demande de paiement.

Si l'entreprise ne paie pas les redevances dues ou les frais administratifs, l'administration peut décider de ne pas traiter les demandes concernant l'entreprise.

Art. 15. Les dispositions des articles 2 à 9 inclus du présent arrêté seront appliquées pour la première fois aux redevances qui sont dues dans l'année 2019.

Art. 16. L'arrêté royal du 27 décembre 2012 fixant les redevances à percevoir visées à l'article 20 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage est abrogé.

3° zijn ondernemingen voor alarmsystemen, ter gelegenheid van hun eerste aanvraag voor een vergunning als onderneming voor camera-systemen vrijgesteld van de verplichting tot betalen van een dossierkosten;

4° zijn ondernemingen voor camera-systemen, ter gelegenheid van hun eerste aanvraag voor een vergunning als onderneming voor alarmsystemen vrijgesteld van de verplichting tot betalen van een dossierkosten;

5° moeten opleidingsinstellingen ter gelegenheid van de eerste aanvraag van de erkenning van elke afzonderlijke opleidingscursus en van de erkenning van elke afzonderlijke lesgever respectievelijk 500 euro en 250 euro betalen;

6° moet de aanvrager van een identificatiekaart per aanvraag 20 euro betalen;

7° moet de aanvrager ter gelegenheid van de eerste aanvraag tot erkenning van een neutralisatiesysteem en van een verpakkingsproduct 1 000 euro betalen;

8° moet de aanvrager van een bewakingslijst en van een bewakingsregister, zoals bedoeld in artikel 27 van het koninklijk besluit van 15 maart 2010 tot regeling van bepaalde methodes van bewaking, 0,25 euro per bewakingslijst en 14,50 euro per bewakingsregister betalen;

9° moet de aanvrager van een voertuigkenteken, zoals bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit van 15 maart 2010 tot regeling van bepaalde methodes van bewaking, 5 euro per sticker betalen;

10° moet de aanvrager van een embleem zoals bedoeld in artikel 95 van de wet, 0,15 euro per embleem betalen.

Art. 11. De retributie, bedoeld in de artikelen 2 tot en met 9, is verschuldigd voor elk geheel of gedeelte van een kalenderjaar waarin de onderneming, de dienst of de opleidingsinstelling over een vergunning beschikt om de betrokken activiteit uit te oefenen.

De overnemer van een andere vergunde onderneming of van een opleidingsinstelling, is retributieplichtig voor de door de overgenomen onderneming of dienst nog verschuldigde retributies.

Art. 12. De omzet, bedoeld in artikel 2, is het omzetcijfer uit de vergunde activiteiten uitgevoerd in het jaar dat het jaar van de retributie voorafgaat, overgemaakt aan de administratie op de haar opgegeven wijze en binnen de door haar bepaalde termijn.

Indien de onderneming in gebreke blijft het omzetcijfer tijdig over te maken of indien blijkt dat de gegevens in de neergelegde jaarrekeningen het opgegeven omzetcijfer overtreffen, kan de administratie beslissen de retributie te berekenen op de bruto toegevoegde waarde, vermeld in de meest recent neergelegde jaarrekeningen.

Art. 13. Indien de administratie vaststelt dat de onderneming gebrekkige of onjuiste gegevens heeft overgemaakt of indien, in het geval van de artikelen 3, 4, 5 en 7, er personen voor de onderneming houder moeten zijn van een identificatiekaart, zonder dat ze daarover beschikken, kan de administratie de retributie herberekenen op basis van de haar bekende gegevens. In deze gevallen wordt het nieuw retributiebedrag aangerekend, vermeerderd met een administratieve onkosten van 2 000 euro.

Art. 14. De retributie moet betaald zijn uiterlijk 2 maanden, nadat de retributieplichtige van het te betalen bedrag van de retributie op de hoogte is gebracht.

De betaling van retributies en de administratieve onkosten geschiedt door middel van overschrijving op de bankrekening IBAN BE37 6792 0057 9428 (BIC PCHQBEBB), met vermelding van de mededeling opgegeven in de vordering tot betaling.

Indien de onderneming in gebreke blijft de verschuldigde retributies of administratieve onkosten te betalen, kan de administratie beslissen de aanvragen met betrekking tot de onderneming niet te behandelen.

Art. 15. De bepalingen van artikelen 2 tot en met 9 van dit besluit zullen voor het eerst toegepast worden voor de retributies die verschuldigd zijn in het jaar 2019.

Art. 16. Het koninklijk besluit van 27 december 2012 tot vaststelling van de retributies bedoeld in artikel 20 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten wordt opgeheven.

Art. 17. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 octobre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Art. 17. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 oktober 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2019/42442]

7 NOVEMBRE 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal n° 18 du 29 décembre 1992 relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en dehors de la communauté, en matière de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le montant du seuil de la valeur globale des biens à emporter dans les bagages personnels des voyageurs

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent projet d'arrêté royal a pour objet de modifier l'arrêté royal n° 18, du 29 décembre 1992, relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en dehors de la Communauté, en matière de taxe sur la valeur ajoutée (ci-après : "arrêté royal n° 18").

L'article 8 de l'arrêté royal n° 18 détermine, en exécution de l'article 39, § 3, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, les limites et conditions à respecter en ce qui concerne l'exemption visée à l'article 39, § 1^{er}, 4^o, du Code de la T.V.A., relative à la livraison de biens à des voyageurs non établis dans la Communauté qui prennent possession de ces biens en Belgique et les exportent dans leurs bagages personnels. Toutefois, cette exemption ne s'applique qu'à condition que la valeur globale des biens en question dépasse, par facture, un montant minimal, T.V.A. comprise.

Au point 7 de son avis n° 66.600/3 du 23 octobre 2019, le Conseil d'Etat préconise l'insertion d'un nouvel article dans le présent projet, indiquant que ce projet constitue la transposition de l'article 147 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée (ci-après "directive T.V.A."). Si une telle mention se justifie en cas de transposition d'une nouvelle réglementation européenne, le Conseil d'Etat semble exiger que pareille mention intervienne lors de chaque modification ultérieure d'une norme nationale compatible avec la directive T.V.A.

Or, dans le cas d'espèce, le présent projet ne constitue pas l'introduction dans l'ordre juridique belge d'une nouvelle norme européenne mais la modification, dans les limites autorisées par la directive T.V.A., d'une norme existante de l'ordre juridique interne belge. En effet, tant le seuil de 50 euros que le seuil de 125 euros sont conformes au prescrit de l'article 147, paragraphe 1, deuxième alinéa, de la directive T.V.A. qui prévoit que les États membres peuvent exonérer une livraison (de biens à emporter dans les bagages personnels du voyageur) dont la valeur globale est inférieure au montant de 175 euros, prévu à l'article 147, paragraphe 1, premier alinéa, point c), de la directive T.V.A. En outre, il est difficile ici de parler de transposition dans la mesure où, dans le cas présent, il est fait usage de la possibilité offerte par la directive T.V.A. aux États membres, de déroger à la condition quantitative de base pour l'application d'une exemption de T.V.A. Au risque de créer un précédent fastidieux sur le plan légistique, l'avis n'est pas suivi sur ce point.

L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 21 septembre 2016 modifiant l'arrêté royal n° 18 (*Moniteur belge* du 11 octobre 2016) a modifié l'article 8, 2^o, de l'arrêté royal n° 18, en diminuant de 125 à 50 euros par facture, T.V.A. comprise, le montant minimal précité, pour l'application de l'exemption.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 21 septembre 2016 précité, le seuil de 50 euros était d'application jusqu'au 31 août 2017.

Le 4 septembre 2017, l'administration en charge de la taxe sur la valeur ajoutée a publié une annonce sur le site internet du SPF Finances (<https://finances.belgium.be/fr/Actualites/achats-%C2%AB-tax-free-%C2%BB-en-belgique-pour-les-voyageurs-r%C3%A9sidant-hors-de-la-communaut%C3%A9>) confirmant que ce seuil de 50 euros reste d'application pour une période indéterminée. L'intention était

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2019/42442]

7 NOVEMBER 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 18 van 29 december 1992 met betrekking tot de vrijstellingen ten aanzien van de uitvoer van goederen en diensten naar een plaats buiten de gemeenschap, op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde inzake het drempelbedrag van de globale waarde van de goederen uit te voeren in de persoonlijke bagage van de reizigers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het onderhavig ontwerp van koninklijk besluit wijzigt het koninklijk besluit nr. 18 van 29 december 1992 met betrekking tot de vrijstellingen ten aanzien van de uitvoer van goederen en diensten naar een plaats buiten de Gemeenschap, op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde (hierna: "koninklijk besluit nr. 18").

Artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 18 bepaalt, in uitvoering van artikel 39, § 3, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, de beperkingen en de voorwaarden die in acht moeten worden genomen voor de vrijstelling bedoeld in artikel 39, § 1, 4^o, van het Btw-wetboek, met betrekking tot de levering van goederen aan niet in de Gemeenschap gevestigde reizigers die die goederen in België in bezit nemen en uitvoeren in hun persoonlijke bagage. Die vrijstelling is evenwel maar van toepassing als de globale waarde van de betrokken goederen per factuur, btw inbegrepen, een bepaald minimumbedrag overschrijdt.

In punt 7 van zijn advies nr. 66.600/3 van 23 oktober 2019, stelt de Raad van State voor een nieuw artikel in te voegen in dit ontwerp om aan te geven dat dit ontwerp de omzetting vormt van artikel 147 van de richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijke stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde (hierna: "btw-richtlijn"). Daar waar een dergelijke vermelding verantwoord is bij de omzetting van nieuwe Europese regelgeving, lijkt de Raad van State dergelijke vermelding ook op te leggen bij elke daaropvolgende wijziging van een nationale norm die verenigbaar is met de btw-richtlijn.

In dit geval voegt dit ontwerp geen nieuwe Europese norm in de interne Belgische rechtsorde in maar wijzigt het, binnen de grenzen die door de btw-richtlijn zijn toegelaten, een bestaande norm van de interne Belgische rechtsorde. Zowel de drempel van 50 euro als die van 125 euro zijn immers verenigbaar met het bepaalde in artikel 147, lid 1, tweede alinea, van de btw-richtlijn die bepaalt dat lidstaten een levering (van goederen die in de persoonlijke bagage van de reiziger moeten worden meegenomen) kunnen vrijstellen, waarvan het totale bedrag lager is dan het bedrag van 175 euro bedoeld in artikel 147, lid 1, eerste alinea, c), van de btw-richtlijn. Bovendien kan hier bezwaarlijk van een omzetting worden gesproken in de mate dat in casu van een mogelijke gebruik wordt gemaakt die door de btw-richtlijn aan de lidstaten wordt geboden om van de kwantitatieve basisvoorwaarde voor een btw-vrijstelling af te wijken. Om het risico te vermijden om op legistiek vlak een vervelend precedent te creëren, wordt het advies op dit punt niet gevolgd.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 september 2016 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 18 (*Belgisch Staatsblad* van 11 oktober 2016) heeft artikel 8, 2^o, van het koninklijk besluit nr. 18 gewijzigd en het voormelde minimumbedrag voor de toepassing van de vrijstelling verlaagd van 125 tot 50 euro per factuur, btw inbegrepen.

Overeenkomstig artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 21 september 2016 was de drempel van 50 euro van toepassing tot en met 31 augustus 2017.

Op 4 september 2017 heeft de administratie belast met de belasting over de toegevoegde waarde een aankondiging gepubliceerd op de website van de FOD Financien (<https://financien.belgium.be/nl/Actueel/aankopen-tax-free-belgi%C3%ab-voor-reizigers-die-buiten-de-europese-gemeenschap-wonen-de-drempel>) waarin werd bevestigd dat de drempel van 50 euro